DANGER 5G

Du 27 août au 15 septembre 2020.

SOMMAIRE

1) **27/08/2020 – Les stations de base 5G consomment jusqu'à trois fois et demie plus d'énergie que celles utilisées pour les infrastructures 4G 2**

2) **28/08/2020 : Stop à la 5G et au tout numérique : Grande action samedi 19 septembre 2020 à Lyon13**

3) **08/09/2020 : "Il est indispensable d'attendre avant de déployer la 5G" selon le maire écologiste de Tours 5**

4) **12/09/2020 : EXCLUSIF. Lyon, Bordeaux, Marseille : les maires de 11 grandes villes demandent un moratoire sur la 5G 7**

5) **14/09/2020 : Silvano Trotta - 5G - Sondage Exclusif - Maître DURAND 12**

6) **15/09/2020 : Macron se moque des opposants à la 5G en les qualifiant de vouloir vivre à la mode Amish 14**

1) 27/08/2020 – Les stations de base 5G consomment jusqu'à trois fois et demie plus d'énergie que celles utilisées pour les infrastructures 4G

https://www.zdnet.fr/actualites/consommation-de-la-5g-china-unicom-eteint-certains-relais-la-nuit-39908611.htm

Consommation de la 5G : China Unicom éteint certains relais la nuit

Technologie : La 5G va-t-elle consommer bien plus d'énergie que la 3G ou la 4G ? Début août, une filiale de China Unicom a annoncé mettre en veille certaines de ses stations de base ZTE 5G entre 21 heures et 9 heures du matin. Aveu de surconsommation du réseau, ou gestion intelligente ?

Par Guillaume Serries | Modifié le jeudi 27 août 2020 à 13:37

[…]

Surtout que le nombre d'utilisateurs de la 5G, pour l'heure, ne justifie pas l'activité de ces antennes en heures creuses. Dans le détail, la fonction d'hibernation des stations de base coupe l'alimentation électrique lorsque l'une d'entre elle est inutilisée. Cela se produit lorsqu'il n'y a pas d'utilisateurs 5G connectés. En ajustant l'hibernation en fonction des données en temps réel, les opérateurs peuvent réduire considérablement les coûts d'électricité et de maintenance, assure Unicom.

Unicom assure que les utilisateurs ne verront probablement aucun changement dans le service. En Chine, fin juin, il se dénombrait 410 000 stations de base 5G. Un déploiement qui serait donc bien supérieur aux besoins des clients chinois à l'heure actuelle.

Les stations de base 5G consomment jusqu'à trois fois et demie plus d'énergie que celles utilisées pour les infrastructures 4G

Reste que dans un récent livre blanc publié par le fabricant d'équipements de télécommunications Huawei, la surconsommation du réseau 5G est mentionnée : les stations de base 5G consomment jusqu'à trois fois et demie plus d'énergie que celles utilisées pour les infrastructures 4G. Et ce car une partie de l'équation est que cette nouvelle génération de connectivité mobile nécessite un réseau de stations de base plus dense.

De son côté, Ericsson avertit, dans un rapport publié en mars, que « la consommation d'énergie devrait augmenter considérablement si la 5G est déployée de la même manière que la 3G et la 4G l'ont été ». Néanmoins, le constructeur d'équipement de communication assure que l'arrivée de nouvelles générations de réseaux mobiles devrait permettre de faire baisser la facture énergétique des technologies de l'information et de la communication.

L'équipementier, qui fournit d'ores et déjà les sites 5G expérimentaux de Bouygues Telecom à Lyon et assurera le déploiement d'une partie du réseau 5G d'Orange, mise sur le recours au machine learning et à l'intelligence artificielle, qui doivent permettre d'assurer une meilleure optimisation des sites 5G. Comment ? En « utilisant plus efficacement les modes de veille intelligente, en étendant la couverture en utilisant des bandes plus basses et en augmentant la capacité et la vitesse grâce à l'agrégation des opérateurs », comme le résume le directeur technique et chef du groupe Technologie de l'équipementier Erik Ekudden.

Moduler l'activité en fonction de la demande

C'est bien ce mode de veille intelligente, et automatisé, qui est utilisé par Unicom en ce moment. « Cela fait une grande différence avec les antennes 4G qui émettent du signal peu importe qu'il n'y ait aucune sollicitation ou qu'il fasse nuit. Cette nouvelle solution logicielle permettra aux sites 5G de s'adapter à leur environnement extérieur et à moduler leur activité en fonction de la demande », expliquait en mars Franck Bouétard, le directeur général de la branche française de l'équipementier.

En France, le nouveau maire de Bordeaux (écologiste), Pierre Hurmic, remet en question le déploiement de la 5G dans sa ville sur ce même argument de la consommation d'énergie. L'Arcep de son côté annonce l'arrivée de la 5G en France en octobre 2020.

2) 28/08/2020 : Stop à la 5G et au tout numérique : Grande action samedi 19 septembre 2020 à Lyon1

Les collectifs Stop Linky 5G

STOP 5G

Région Auvergne Rhône-Alpes
Saône et Loire, Gard et Montpellier

Stop à la 5G et au tout numérique

Grande action samedi 19 septembre 2020 à Lyon[1]

Après celui d'autres pays, le gouvernement français veut accélérer l'installation d'un réseau 5G (5e génération de téléphones portables), sans consultation de la population. Au-delà, c'est bien la mise en circulation exponentielle d'objets connectés, de voitures autonomes…, le tout s'articulant dans nos quartiers et communes selon le concept de la "ville intelligente et sûre" (smart et safe city).

Le pouvoir politique, comme les lobbies économiques, arguent de l'aspect incontournable de cette nouvelle norme, et nient par avance tous ses dangers pourtant constatés par nombre de scientifiques[2]. Ses promoteurs nous annoncent que, par exemple, un médecin européen pourrait opérer à distance un malade africain. Ne vaut-il pas mieux équiper correctement des hôpitaux locaux ? Cela servirait, pour le même coût, à davantage de malades. De fait, ces technologies semblent surtout destinées aux industriels pour leur apporter de nouveaux marchés !

Ce choix sociétal du tout numérique s'inscrit dans la destruction du vivant et de notre environnement. Il va augmenter le brouillard électromagnétique (électro- smog) générateur de problèmes de santé. Or, les normes actuelles[3] ne protègent pas par rapport aux risques encourus. De plus, ces objets nécessitent l'emploi de matériaux rares extraits dans des pays pauvres au mépris des droits humains et dans des conditions d'extrême pollution. Ils rendront obsolètes des produits en état de fonctionnement et vont entraîner une explosion de la consommation d'énergie.

L'usage de ces technologies intensifiera la surveillance de masse et le contrôle des individus par les États et les grandes entreprises : nos faits et gestes seront tracés dans nos domiciles et dans l'espace public, à travers nos déplacements, par les objets connectés, les technologies de surveillance numérique.

La généralisation des algorithmes et des systèmes robotisés est présentée par les industriels et les États comme une promesse de croissance économique et de simplification administrative qui va, en réalité, supprimer massivement des emplois et rendre l'humain esclave de procédures automatisées.

Le tout connecté engendrera un monde où nous serons totalement dépendants et sous contrôle de la technologie pour des pseudo services non indispensables et centrés sur les seuls besoins des entreprises. C'est donc un tournant sociétal majeur qui appelle une mobilisation de grande ampleur pour remettre en cause le déploiement de technologies inutiles et dangereuses.

[1] Programme de l'action de Lyon : https://linky-non-merci.info/appel-circ-2020/#programme

[2] études recensées (en anglais) : https://www.americansforresponsibletech.org/scientific-studies

[3] Les normes françaises sont des plus laxistes : de 41 à 61 volts/mètre. La résolution 1815 du Conseil de l'Europe (2011) préconise un seuil conforme au principe de précaution ne dépassant par 0,6 volt/mètre, avec objectif à moyen terme de 0,2 volt/mètre

Qui sommes-nous ?

Nous sommes 59 collectifs et associations relevant du combat écologique, de la protection contre les ondes électromagnétiques, de la techno-critique et de l'opposition aux compteurs communicants.

Nous avons décidé de nous associer dans notre opposition à la 5G et au tout numérique.

Nous intervenons pour la plupart dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, mais aussi dans des régions voisines.

Que ferons-nous le 19 septembre 2020 ?

Tout d'abord, nous nous rassemblerons devant le Centre International de la Recherche contre le Cancer (CIRC), puis nous manifesterons jusqu'à la place Bellecour.

Nous pourrons ensuite déambuler dans un village de tentes sur les bords du Rhône qui invite à s'interroger sur la nécessité de "sortir du tout numérique". Des stands associatifs, mais aussi des ateliers nous permettront d'approfondir certains sujets, de voir les interventions et débats de différentes organisations, dont des collectifs étrangers, mais aussi des musicien.ne.s.

Dans l'après-midi, nous pourrons assister à des tables rondes au Palais de la Mutualité, avec une pléaide d'invité.e.s dont Annie Sasco, chercheuse, Nicolas Bérard, rédacteur au mensuel « L'âge de faire » et auteur du livre « 5G mon amour », Félix Tréguer, membre de La Quadrature du Net…

Enfin, un meeting rassemblera beaucoup des acteurs et actrices de cette journée pour conclure ensemble et appeler à une poursuite de la lutte contre la 5G et le « tout connecté ».

Pour nous contacter

Stop5gAuRA-Fr@protonmail.com

Tél Sandrine Larizza 06 71 40 37 84

Tél Denis Nicolier 06 26 05 21 59

3) 08/09/2020 : "Il est indispensable d'attendre avant de déployer la 5G" selon le maire écologiste de Tours

Par Boris Compain, France Bleu Touraine

Emmanuel Denis, aux journées d'été des écologistes, en août 2020 © Maxppp - Christophe Morin/IP3 PRESS/MAXPPP

A quelques jours de la mise aux enchères des fréquences de cette technologie qui va démultiplier les capacités de la téléphonie mobile, le maire de Tours estime qu'il y a encore trop d'incertitudes concernant les effets sur la santé.

Les enchères qui permettront aux opérateurs de téléphonie mobile d'acquérir des fréquences 5G débuteront à partir du 29 septembre. Annonce faite hier soir par le régulateur des télécoms. Conséquence directe : **de premiers services commerciaux en 5G seront proposés d'ici la fin de cette année dans certaines villes françaises**. Le maire de Tours l'a déjà dit cet été : la 5G, il n'en veut pas, en tout cas, pas avant que tous les doutes n'aient été levés sur l'éventuelle dangerosité de cette nouvelle technologie.

Le maire de Tours demande une nouvelle fois un moratoire sur le développement de la 5G

Vendredi dernier, le secrétaire d'État au Numérique, Cédric O, affirmait qu'aucune question de santé n'était soulevée par la 5G. Ce n'est pas l'avis de nombreux Français qui expriment leurs inquiétudes sur les réseaux sociaux. Le nouveau maire écologiste de Tours a aussi été un des premiers élus à demander un moratoire sur le déploiement de cette nouvelle technologie. Emmanuel Denis considère toujours que la 5G pose trois grandes questions : "*Au niveau environnemental,* ***la 5G va nécessiter à terme le renouvellement de tous les smartphones et de l'ensemble du réseau donc beaucoup d'infrastructures nouvelles et beaucoup de ressources consommées.***

Ensuite, il y a la question sanitaire : aujourd'hui, nous n'avons pas d'éléments très concrets.

"Il faut attendre l'étude de l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire qui paraîtra en 2021 pour ne pas se retrouver dans la situation où on nous dirait qu'il y a un problème alors que la nouvelle technologie a déjà été déployée". Emmanuel Denis

"Enfin, il y a la question démocratique : ***150 Français tirés au sort pour la convention citoyenne ont étudié la question et ont conclu qu'il fallait prendre le temps de se concerter, compte tenu des enjeux.*** *Le président de la République s'est engagé à suivre les conclusions de cette convention citoyenne. Ne pas le faire serait un vrai déni de démocratie*".

"L'idée, bien sûr, c'est de ne pas faire "Tours contre tout le monde". Il y a eu une vague verte aux municipales et il faut que le gouvernement écoute les nouveaux maires d'autres grandes villes qui vont demander de surseoir à la mise en place de la 5G".

"*La 4G fonctionne déjà très bien. Plutôt que la 5G, il vaudrait sans doute mieux pour l'intérêt général continuer à déployer la Fibre*" précise Emmanuel Denis.

à lire aussi Le maire écologiste de Tours se dit favorable à un moratoire sur la 5G

Bonjour,

Ci-dessous le texte d'une tribune signée par près de 70 élus de gauche et écologistes (PS, PC, EELV, divers), dont beaucoup de maires, parue dans le JDD de ce jour.

Détail du moratoire, développement de la 4G (y compris dans des zones blanches !) plutôt que la 5G ...on n'est pas forcément d'accord avec tout.

Notre combat, politique car touchant à la vie de la cité, mais non inféodé à des partis, est de fait renforcé par le positionnement de ces élu.e.s. La liste fournie des élus, notamment des maires, nous donnera en plus des billes pour la suite : des interlocuteurs déjà sensibilisés, et que se seront - un peu - mouillés sur le refus de la 5 G ... et du tout numérique !

Denis, pour le collectif Stop Linky 5G Loire

4) 12/09/2020 : EXCLUSIF. Lyon, Bordeaux, Marseille : les maires de 11 grandes villes demandent un moratoire sur la 5G

21h00 , le 12 septembre 2020, modifié à 07h35 , le 13 septembre 2020

Par **Redaction JDD**

TRIBUNE - Une soixantaine d'élus (dont les maires de Bordeaux, Lyon, Marseille ou encore Yannick Jadot, Jean-Luc Mélenchon, Adrien Quatennens, François Ruffin, Eric Piolle, Julien Bayou, Alexis Corbière...) exhortent le gouvernement à décider d'un moratoire sur le déploiement de la 5G. Ils plaident pour "la tenue d'un débat démocratique décentralisé".

"Le gouvernement a identifié la 5G comme un enjeu stratégique pour la France dans sa feuille de route et décidé que les fréquences seraient attribuées aux opérateurs téléphoniques dès septembre 2020. Cette décision intervient sans étude d'impact climatique et environnemental ni aucune consultation publique préalable. Pourtant l'utilité réelle de la 5G est loin d'être aussi évidente que le prétendent les opérateurs de téléphonie mobile ou le gouvernement. Malgré les alertes de nombreux citoyens, associations, élus, les attributions de fréquences sont prévues dans les semaines qui viennent sans qu'aucun véritable débat n'ait jamais eu lieu, le gouvernement justifiant sa précipitation au nom d'un prétendu retard français. Pourtant, des questions environnementales, sanitaires et démocratiques sont posées.

L'impact environnemental induit par les usages numériques ne cesse d'augmenter, et, avec l'explosion des usages, les gains attendus par la faussement nommée 'dématérialisation' ne sont pas démontrés. Les industriels s'accordent sur la promesse de multiplication par 1.000 des données échangées sur les réseaux dans les prochaines décennies. La technologie 5G est conçue pour permettre des débits dix fois supérieurs à la 4G sur les smartphones, mais son déploiement en France aboutira à un 'effet rebond' par la hausse de la consommation de données et d'usage des télécommunications, synonyme d'une très forte consommation d'énergie par la sollicitation des antennes et des serveurs.

L'histoire récente nous a largement démontré qu'une vigilance citoyenne est toujours nécessaire en matière de santé publique

Par ailleurs, le déploiement de la 5G va exponentiellement accélérer l'exploitation de ressources naturelles non renouvelables, la pollution due à l'extraction des métaux rares, et la génération de quantité de déchet pas ou peu recyclable. A l'heure actuelle, un très faible nombre de téléphones mobiles en circulation et en vente sont compatibles avec la 5G. Le déploiement de ce réseau mobile va donc impliquer un renouvellement d'une large part du matériel, augmentant encore l'empreinte écologique et le poids des déchets, et cela pour tenter de bénéficier d'une nouveauté technologique dont l'utilité reste à démontrer. Une étude d'impact environnemental préalable sur la 5G est donc nécessaire avant d'envisager son déploiement.

L'histoire récente nous a largement démontré qu'une vigilance citoyenne est toujours nécessaire en matière de santé publique. Dans son rapport d'octobre 2019 sur la 5G, l'ANSES affirme d'ailleurs avoir 'mis en évidence un manque important, voire une absence de données relatives aux effets biologiques et sanitaires potentiels' de cette technologie. L'étude est actuellement en cours, il nous semble indispensable d'attendre ses conclusions avant de déployer la 5G dans nos villes et dans nos campagnes. Ce temps d'analyse redonne à l'Etat son rôle souverain sur les questions sanitaires au regard de l'intérêt collectif plutôt que d'intérêts économiques industriels.

Les émissions d'ondes de la 5G s'additionnent à celles des technologies antérieures, 4G, 3G et 2G, ce qui aboutira à une hausse du niveau d'exposition de la population aux ondes. De même, il est urgent de s'interroger sur l'impact sanitaire de la multiplication d'objets hyperconnectés.

Alors que la technologie 4G n'est toujours pas totalement déployée, que les collectivités dépensent des sommes importantes pour équiper en fibre les espaces ruraux et des espaces mal desservis, l'arrivée de la 5G risque surtout d'aggraver les fractures numériques existantes. Nous nous interrogeons sur le rôle de la 5G et de l'Internet mobile dans la résorption de la fracture numérique. Nous souhaitons que les communes aient la capacité de choisir le mode d'accès à Internet et la maîtrise du développement des réseaux numériques.

L'inflation numérique doit nous amener à réfléchir d'urgence à nos besoins et à nos usages en la matière

Le déploiement massif d'objets connectés allant de pair avec la 5G participe de l'accaparement de données personnelles. On donne ainsi les clefs d'un pouvoir de prévision et de contrôle social à des géants du numérique. Dans le contexte actuel d'urgence climatique et sociale, c'est la question même de nos modes de vies qu'il est urgent d'interroger. L'inflation numérique doit nous amener à réfléchir d'urgence à nos besoins et à nos usages en la matière. Et ce choix ne doit être ni celui d'opérateurs, ni même celui d'experts, mais bien un choix de l'ensemble des citoyennes et citoyens afin de décider de façon éclairée et démocratique l'installation ou non de la 5G. Le moratoire est l'une des propositions de la convention citoyenne pour le climat, que le président de la République s'est engagé à étudier. Nous lui demandons, ainsi qu'au gouvernement, de respecter cet engagement.

Nous, maires et élus, proposons dans l'immédiat un moratoire sur le déploiement de la 5G au moins jusqu'à l'été 2021. Pendant ce moratoire, nous demandons la tenue d'un débat démocratique décentralisé sur la 5G et sur les usages numériques. Nous demandons pour les communes le droit à la subsidiarité concernant l'application du principe de précaution. Nous demandons que la priorité soit donnée à la réduction de la fracture numérique, à travers le développement de la fibre en zone rurale et en finalisant le déploiement de la 4G."

Réponse de Robin des Toits,
C'est une avancée, mais je ne valide pas non plus l'appel à généraliser la 4G pour prétendument "réduire la fracture numérique"
Robin des Toits a maintes fois affirmé et montré, que parmi les différentes technologies utilisées pour la téléphonie mobile, la 3G étaient la moins pire (entre autres, non pulsée depuis un smartphone) et est bien suffisante pour un usage correct, et raisonnable de l'Internet mobile
Amicalement

Réponse de Dominique Humbert

Interview ce matin sur Inter de Jadot signataire du texte pour un moratoire sur la 5G, dans laquelle on découvre la véritable raison qui le motive lui et sans doute un certain nombre de signataires. Il ne veut pas de 5G Huawei, mais une 5G européenne avec Nokia et Ericsson !! Vous êtes sauvés braves gens, les ondes qui vont vous détruire la santé, réduire à néant votre liberté et vous condamner à la survie dans le monde merveilleux de la consommation infinie seront européennes. Merci M. Jadot

Ce texte illustre parfaitement les voies et moyens utilisés pour, tout en ratissant large du côté des opposants, favoriser la réalisation de l'objectif que l'on est censé combattre ! Évidemment tous les signataires ne sont sans doute pas conscients de l'entourloupe, être maire, député ou politicien ne protège pas de l'enfumage, l'expérience du Linky nous a montré comment la grande majorité des maires se sont laissé berner par Enedis.

On pourrait qualifier la méthode employée de dictature du raisonnable présentée comme un rempart contre les méchants extrémistes radicaux, khmers verts, complotistes etc. Cette méthode est la voie royale pour que rien ne change. Un des arguments développés par jadot est « l'enjeu industriel et de souveraineté numérique » que représente la 5G et les technologies numériques du futur, enjeu duquel il s'agit de sortir gagnant. Il ajoute également que la 5G pourrait contribuer à la transition écologique. Il est donc clair qu'avec des opposants de cet acabit nous aurons très vite la 6, 7, 8 G.

Les signataires :

Laurent Amadieu, maire de Saint Egrève (EELV)

Josselyne Bardet, maire de Le Poet Laval (sans étiquette)

Jeanne Barseghian, maire de Strasbourg (EELV)

Jacqueline Belhomme, maire de Malakoff (PCF)

Tony Bernard, maire de Chateldon (LFI&C)

Guillaume Chaussemy, maire de Pont-Chretien-Chabenet (LFI&C)

Florent Cholat, maire de Champagnier (DVG)

Francis Courel, maire de Saint-Philbert-sur-Risle (LFI&C)

Jean François Debat, maire de Bourg en Bresse (PS)

Béatrice Delorme, maire de Saint-Germain-au-Mont-d'Or (EELV)

Francis Dietrich, maire de Champ-sur-Drac (DVG)

Grégory Doucet, maire de Lyon (EELV)

Harry Durimel, maire de Pointe à Pitre (sans étiquette)

Maurice Dussolier, maire de Larreule (LFI&C)

Emmanuel Denis, maire de Tours (EELV)

Emmanuelle Favre, maire de Saint-Loubès (sans étiquette)

Kevin Gomez, maire de La Chapelle Moulière (EELV)

Marc Gricourt, maire de Blois (PS)

Pierre Hurmic, maire de Bordeaux (EELV)

Pia Imbs, maire de Holtzheim (DVG)

Vincent Joineau, maire de Rions (sans étiquette)

Julien Kerguillec, maire de Pleyber-Christ (LFI&C)

François Lafon, maire de Lercoul (LFI&C)

Léonore Moncond'Huy, maire de Poitiers (EELV)

Eric Piolle, maire de Grenoble (EELV)

Patrick Proisy, maire de Fâches-Thumesnil (LFI&C)

René Revols, maire de Grabels (LFI&C)

Anne Vignot, maire de Besançon (EELV)

Stéphane Baudry, maire de Saint-Maixent-l'Ecole (GE)

Pascal Penetro, maire de Fos (LFI&C)

Marc Péré, maire de L'Union (sans étiquette)

Emmanuelle Pierre Marie, maire de Paris XII (EELV)

Michelle Rivet, maire de Marçais (sans étiquette)

Michèle Rubirola, maire de Marseille (EELV)

Laetitia Sanchez, maire de Saint-Pierre-du-Vauvray (EELV)

Nicolas Smilevitch, maire de Brinon (LFI&C)

Pierre Ploner, maire de Dun-sur-Meuse (LFI&C)

Cédric Van Styvendael, maire de Villeurbanne (PS)

Manon Aubry, députée européenne (FI) ;

Delphine Batho, députée des Deux-Sèvres (GE) ;

Julien Bayou, secrétaire national EELV ;

Esther Benbassa, sénatrice de Paris (EELV) ;

Manuel Bompard, député européen (FI) ;

Damien Carême, député européen (EELV) ;

Leïla Chaïbi, députée européenne (FI) ;

Alexis Corbière, député de Seine-Saint-Denis (FI) ;

David Cormand, député européen (EELV) ;

Karima Delli, députée européenne (EELV) ;

Frédérique Dumas, députée des Hauts-de-Seine (sans étiquette) ;

Caroline Fiat, députée de Meurthe-et-Moselle (FI) ;

Guillaume Gontard, sénateur de l'Isère (DVG) ;

Claude Gruffat, député européen (écologiste) ;

Yannick Jadot, député européen (EELV) ;

Bastien Lachaud, député de Seine-Saint-Denis (FI) ;

Michel Larive, député de l'Ariège (FI) ;

Jean-Luc Mélenchon, député des Bouches-du-Rhône (FI) ;

Mathilde Panot, députée du Val-de-Marne (FI) ;

Anne-Sophie Pelletier, députée européenne (FI) ;

Loïc Prudhomme, député de la Gironde (FI) ;

Adrien Quatennens, député du Nord (FI) ;

Jean-Hugues Ratenon, député de la Réunion (FI) ;

Michèle Rivasi, députée européenne (EELV) ;

François Ruffin, député de la Somme (FI) ;

Mounir Satouri, député européen (EELV) ;

Sophie Taillé-Polian, sénatrice du Val-de-Marne (G.s) ;

Bénédicte Taurine, députée de l'Ariège (FI) ;

Jennifer de Temmerman, députée du Nord (EDS) ;

Marie Toussaint, députée européenne (EELV).

5) 14/09/2020 : Silvano Trotta - 5G - Sondage Exclusif - Maître DURAND

https://www.youtube.com/watch?v=2klKYcAzfGY

Sondage indépendant chez « opinionway » payé par le cabinet d'avocats MySmartCab

BJ21450 - TC

tel2. Tout compte fait, diriez-vous ... ?

	TOTAL	Sexe		Age									Régio		
	Total	Un homme	Une femme	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et +	...moins de 35 ans	...35 ans et plus	...moins de 50 ans	...50 ans et plus	Ile-de-France	Province	Nord Ouest
Base brute	1003	508	495	105	159	278	239	222	264	739	542	461	173	830	253
Base	1003	479	524	100	155	254	250	244	256	747	510	493	183	820	229
Qu'un moratoire sur le déploiement de la 5G est nécessaire (je suis pour la suspension du déploiement)	65%	62%	67%	53%	61%	65%	68%	68%	58%	67%	61%	68%	65%	65%	63%
Qu'un moratoire sur le déploiement de la 5G n'est pas nécessaire (je suis contre la suspension du déploiement)	31%	34%	28%	42%	31%	29%	30%	29%	35%	29%	32%	29%	32%	30%	32%
No rep.	4%	4%	5%	5%	8%	6%	2%	3%	7%	4%	7%	3%	3%	5%	5%

Proportions et moyennes testées contre la base - 99% 95%

** base très faible (moins de 30) inéligible pour le calcul des différences significatives

( ) base faible (moins de 100)

BJ21450 - TC

tel1. D'après ce que vous en savez, êtes-vous d'accord ou pas avec chacune des affirmations suivantes concernant les raisons de suspendre le déploiement de la 5G ?

- recap ST D'accord

	TOTAL	Sexe						Age
	Total	Un homme	Une femme	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et +
Je préfèrerais qu'on priorise l'accès à la fibre dans toute la France plutôt que le déploiement de la 5G	85%	83%	87%	82%	83%	85%	85%	87%
Il faudrait d'abord faire les études sanitaires nécessaires pour combler le manque de données sur les effets de la 5G	82%	78%	85%	83%	80%	80%	83%	83%
Les études sur les effets sanitaires n'ont une utilité que si elles sont réalisées avant le déploiement de la 5G	78%	80%	78%	71%	77%	80%	75%	86%
La 5G va coûter cher aux Français alors qu'elle bénéficiera principalement aux industriels	79%	74%	82%	70%	77%	78%	81%	81%
Les controverses sur les risques de la 5G vont compliquer son déploiement	77%	75%	78%	72%	75%	72%	81%	81%
La 5G représente un risque environnemental en raison de l'augmentation de la consommation d'électricité qu'elle induit	75%	68%	81%	80%	79%	75%	75%	71%
Il n'est pas nécessaire d'augmenter encore la vitesse des connexions mobiles, la vitesse 4G est suffisante	76%	68%	82%	76%	80%	75%	73%	74%
La 5G représente un risque environnemental à cause des extractions minières qu'elle entraîne	73%	67%	78%	71%	78%	72%	72%	71%
La 5G va multiplier l'usage des objets connectés ce qui représente une menace potentielle pour ma vie privée	72%	66%	77%	65%	76%	73%	73%	70%
La 5G et la multiplication des objets connectés vont dégrader les relations humaines	72%	68%	75%	63%	74%	71%	73%	73%

Proportions et moyennes testées contre la base - 99% 95%

** base très faible (moins de 30) inéligible pour le calcul des différences significatives

( ) base faible (moins de 100)

Selon les cibles pour les raisons de suspendre le déploiement de la 5G:

- Les femmes : des résultats globalement plus élevés par rapport aux hommes. Les deux populations se rejoignent sur la priorisation de la fibre et sur l'utilité des études sanitaires avant le déploiement de la 5G
- La région Ile de France : un peu plus en attente de la 5G avec 68% pour qui le réseau 4G est suffisant (vs 76%), moins méfiants sur la menace potentielle pour leur vie privée (63% vs 72%)

Finalement, très peu de différence → consensus au sein de la population Française sur tous ces points.

Quatre actions collectives :

1. **Procédure d'enquête** - Action intentée pour obtenir des preuves sur des faits sous-jacents au déploiement de la 5G ;
2. **Procédure administrative** - Recours devant le juge administratif à l'encontre de dispositions relatives et favorables directement ou indirectement au déploiement de la 5G ;
3. **Procédure judiciaire** - Action judiciaire intentée contre les quatre principaux opérateurs commercialisant la 5G ;
4. **Procédure CEDH** - Saisine de la Cour Européenne des Droits de l'Homme contre le déploiement de la 5G.

Qui peut participer ?

- **Citoyens**
- **Associations, fondations et ONG**
- **Professionnels de santé**
- **Victimes et proches de victimes**

Pour l'inscription aux actions en cours https://g5raisons.fr/

6) 15/09/2020 : Macron se moque des opposants à la 5G en les qualifiant de vouloir vivre à la mode Amish

Dépêche AFP

" *Les ONG environnementales ont fustigé mardi les propos d'Emmanuel Macron renvoyant les interrogations sur la 5G aux « Amish », rappelant que la Convention citoyenne sur le climat voulue par le Président avait proposé un moratoire sur le déploiement de cette technologie.*

« Oui, la France va prendre le tournant de la 5G », a lancé lundi Emmanuel Macron devant des entreprises du numérique, en ironisant sur ceux qui préfèreraient « le modèle Amish » et « le retour à la lampe à huile », au lendemain de la demande de moratoire de 70 élus de gauche et écologistes.

« Le moratoire sur la #5G n'émane pas des Amish (qu'on les laisse tranquilles), mais des Française-es tirées au sort pour la Convention citoyenne pour le #climat que Macron a lui-même mise en place. Mais apparemment, il n'y croyait pas non plus », a tweeté Clément Sénéchal, porte-parole de Greenpeace.

De leur côté, les Amis de la Terre ont ironiquement rebaptisé leur compte Twitter « Les Amish de la Terre - Pour des sociétés rétrogrades », expliquant ce changement par « une logique de transparence et de cohérence ».

Décision qui a reçu la « solidarité » de Greenpeace, qui a signé son tweet de soutien « les Ayatollahs-Khmers verts qui font pipi sous la douche solaire ».

« Ce débat est celui du monde de demain. La technologie n'est pas en soi bonne ou mauvaise. Elle doit être interrogée, tout comme (le fait de) choisir où affecter prioritairement les investissements. Ça évite de sauter sur sa chaise comme un cabri en disant Innovation innovation innovation » a estimé sur Twitter Cécile Duflot, ancienne ministre aujourd'hui directrice générale d'Oxfam France.

« Le président de la République tombe le masque. Emmanuel Macron vient de lancer la saison 2 de "l'environnement, ça commence à bien faire", mauvais remake d'une série déjà indigeste », dénoncent dans un communiqué Agir pour l'environnement et Priartem-Electrosensibles de France, exigeant « un véritable débat public ».

« Et hop, une proposition de plus de la convention citoyenne pour le climat repoussée par l'exécutif. Avec caricature en plus : un moratoire sur la 5G en attendant d'en mesurer les effets, ce n'est pourtant pas adopter "le modèle Amish" ni revenir à la bougie... », a tweeté Raphaël Pradeau, porte-parole d'Attac.

En recevant fin juin, à l'Elysée, les membres de la Convention citoyenne pour le climat, M. Macron avait indiqué retenir l'ensemble de leurs 149 propositions, à l'exception de trois d'entre elles qu'il avait listées, sans citer la 5G.

Les 150 citoyens tirés au sort proposaient notamment d' « accompagner l'évolution du numérique pour réduire ses impacts environnementaux » et demandait « un moratoire sur la mise en place de la 5G en attendant les résultats de l'évaluation de la 5G sur la santé et le climat ».

L'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses) doit rendre un rapport sur ce sujet en 2021.

Mais la secrétaire d'Etat à l'Economie, Agnès Pannier-Runacher, avait quelques jours plus tard annoncé que les enchères pour attribuer les premières fréquences, prévues en septembre, seraient bien lancées, fermant ainsi la porte à cette demande de moratoire."

"Non au Linky" Savès Louge Volvestre